

11 juin 2010 06h00 | Par **BERNARD BROUSTET**

Ford mis sous pression

Les élus de First demandent à leur ex-employeur de s'engager après 2011.



La CGT a manifesté aux portes de l'UIMM à l'ouverture de la réunion puis les salariés ont attendu, à l'ombre, l'issue du comité d'entreprise qui a duré trois heures. PHOTOS ÉRIC DESPUJOLS

Le groupe Ford ne peut plus désormais méconnaître les inquiétudes et la colère des salariés de son ex-usine de Blanquefort, revendue l'an dernier à l'opaque holding allemande HZ, et rebaptisée First. Deux cadres très supérieurs de la multinationale - Kevin Reynolds et Dirk Heller - ont en effet participé hier à un comité d'entreprise extraordinaire, à l'issue duquel les élus ont exigé que celle-ci prenne d'ici huit jours des engagements formels pour assurer la pérennité du site et des emplois après l'échéance de fin 2011.

Le comité d'entreprise, qui s'est déroulé dans les locaux du syndicat patronal UIMM à Bruges, a duré trois heures, dans une ambiance courtoise, mais tendue. Wolfgang Maennel, dirigeant de HZ, y était présent. Sa holding, qui n'a à ce jour pas investi sur le site a été mise sur la sellette à plusieurs reprises, notamment lors de la présentation initiale de la situation de First par le cabinet Secafi, qui appuie le

comité d'entreprise. Démonstration a été faite à cette occasion que sur les 1 600 emplois dont la pérennisation probable avait été annoncée en 2009 seuls 3 à 400 paraissent à ce jour garantis pour la fin 2011, date à laquelle Ford cessera en principe d'acheter des transmissions automatiques à l'usine girondine.

Des salariés pas désarmés...

Kevin Reynolds et Dirk Heller, représentants de Ford, ont affirmé que le groupe était conscient de la situation, et qu'une réunion interne avait eu lieu cette semaine sur le sujet, avec John Fleming, patron de Ford Europe. Dans un premier temps, ils ont évoqué l'hypothèse d'une nouvelle rencontre avec les syndicats en Juillet. « Les salariés n'ont pas le temps d'attendre », a répliqué en substance Cathy Desfour, élue UNSA. « Nous voulons des réponses sous huit jours. » Dans le même temps, les élus ont demandé la venue en Gironde d'un dirigeant européen doté de pouvoirs décisionnaires, comme par exemple le vice-président Ken Mac Farlane.

Gilles Penel, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise, admet que Ford ne pourra trouver une solution en huit jours. Et l'hypothèse d'un retour pur et simple du site dans le giron de la multinationale paraît au demeurant improbable. Mais l'élue CGT souhaite, comme ses collègues, que Ford s'engage à assumer ses responsabilités sur l'emploi et la pérennité du site au-delà de 2011. Dans ce face-à-face, les salariés ne sont pas tout à fait désarmés. Compte tenu de l'ambiance actuelle, la production quotidienne de transmissions automatiques américaines est loin de correspondre au niveau de commandes, pourtant très bas. Et, par ailleurs First assure l'incontournable opération de traitement thermique des boîtes manuelles, produites, elles, à une cadence élevée par l'usine voisine GFT. Celle-ci, dont Ford est restée actionnaire à 50 %, assure entre autres la fabrication des transmissions destinées à la majorité des Fiesta. Les salariés de First pourraient donc, en théorie, perturber sérieusement la chaîne d'approvisionnement européenne. La multinationale ne l'ignore certainement pas.